

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74 - N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1603 - 20 juin 1991 - 4,5 F

D 1603 HAÏTI: INTERVIEW DU PRESIDENT ARISTIDE

Depuis son investiture du 7 février 1991, le nouveau président de la République continue sa tâche de réforme de l'appareil d'Etat et de relance économique permettant, dans un premier temps, de passer "de la misère dégradante à une pauvreté digne" (cf. DIAL D 1585). Dans l'interview ci-dessous le président Aristide redit son propos fondamental. Texte publié par *Témoignage Chrétien* du 8 juin 1991, reproduit avec l'aimable autorisation de l'hebdomadaire.

Note DIAL

- Le peuple vous considère comme un prophète...

La foi chrétienne se vit de façon collective. C'est toute la communauté qui doit jouer un rôle prophétique. Je peux être appelé à mourir à n'importe quel moment; le combat devra continuer. On ne choisit pas d'être prophète. On choisit seulement d'obéir à la parole de Dieu, d'avoir le courage de dire ce qu'on sent, ce qu'on voit.

- Mais un prophète-président doit réaliser des miracles.

Plutôt que de croire, d'attendre des miracles, mieux vaut ne pas croire. Les Haïtiens l'ont bien compris: le seul miracle, c'est de pouvoir assumer sa responsabilité d'homme. Mais ici, après 35 ans de dictature, c'est encore un événement extraordinaire. La multiplication des pains, c'est l'accession de tous à une justice distributive. Théologien devenu président, une même inspiration me pousse à encourager chacun à refuser la résignation.

- L'un des problèmes, c'est d'obliger la bourgeoisie à investir sur place. Vous utilisez la persuasion. Demain la contrainte?

Dans une réalité tissée d'exploitation, d'injustices flagrantes, de crimes, de dictature, chacun a subi des déformations. Il faut apprendre à respecter l'ensemble de la société, fonctionner autrement, convaincre chacun des valeurs humaines essentielles. Pression, bâton, prison, c'est fini. Chacun comprendra qu'il peut travailler pour lui et pour le bien de la communauté. On ne peut utiliser à nouveau la contrainte, sauf contre les tricheurs. Le dialogue a déjà permis les premiers progrès dans la solidarité.

- La bourgeoisie se rend-elle compte que la résistance passive pourrait amener de nouveaux drames?

Une partie de la bourgeoisie est fortement engagée dans le mouvement *Lavalas*. C'est pourquoi j'ai parlé de bourgeois patriotes et de bourgeois "patrioches". Je sais que, dans ces derniers, il y en a qui sont trop liés à la corruption pour être récupérables immédiatement. Je prends beaucoup de temps à leur expliquer qu'il faut

saisir la chance qui passe, qu'il faut se convertir à une structure nouvelle qui exclut le parasitisme. J'essaie de jouer au médecin social, de convaincre chacun que le chef de l'Etat haïtien est aussi responsable qu'un chef de famille, que je préfère prévenir les conflits, mais que je continuerai à marches forcées, à instaurer un état de droit, dont les lois s'appliquent à tous.

- Le macoutisme est-il toujours vivant?

Les forces de mort sont toujours là. Elles possèdent toujours leurs hommes de main, leurs arsenaux, leurs provocateurs. Partiellement neutralisées, elles peuvent resurgir à n'importe quel moment: tentative de coup d'Etat ou attentats aveugles, comme en avril dernier au marché. Ils peuvent même payer des gens pour crier "*Aristide, président à vie*" pour déconsidérer le nouvel ordre des choses. Cinq années ne seront pas de trop pour achever le nettoyage. Le macoutisme est comme la mauvaise herbe, tant que vous ne l'avez pas déchoukée (extirper les racines), il renaît, s'immisçant dans les mêmes structures.

- Les Etats-Unis sont-ils hésitants ou hostiles à Aristide?

Les responsables américains savent que je suis l'élu du peuple haïtien, que j'entends rester fidèle à ses aspirations ainsi qu'aux peuples qui regardent notre expérience. Que les Américains hésitent, je le comprends. Mais je suis sûr qu'ils sont prêts à coopérer, au nom d'une certaine tradition et d'une application réaliste de la doctrine de Monroe. Nous sommes un peuple debout qui crée un état de droit qui n'accepte pas la charité: je crois que, des deux côtés de l'Atlantique, on l'a compris.

- Y a-t-il en toile de fond une rivalité franco-américaine?

Deux puissances cherchent, dans un contexte diplomatique, à préserver leurs intérêts, chacun de son côté. Les Français ont bien sûr un avantage culturel, lié à nos racines et au rapport linguistique. Côté américain, les intérêts économiques et stratégiques sont évidents. Je comprends parfaitement que les investisseurs aient besoin d'un climat de sécurité. Qu'ils soient rassurés, la lutte contre le macoutisme, c'est une lutte pour la sécurité de tous. Elle a d'ailleurs fait de grands progrès. A tous égards, Haïti est un pays plus sûr, plus fécond.

- De quelle aide Haïti a-t-il besoin?

Nous sommes impliqués dans un rapport de civilisation: un homme souffre quelque part, peu importe où il se trouve, ce sont tous les hommes qui souffrent. S'il faut établir un rapport avec cet homme-là, ne parlons pas d'aide, mais de coopération. Celui qui souffre, il a quelque chose à apporter, il m'apprend quelque chose. En donnant on reçoit. En recevant on donne.

Haïti n'a pas à recevoir "la charité" comme on dit en créole. Pas question. L'Europe a une dette à notre égard. En moins de 15 ans, l'Espagne a puisé ici 30 000 tonnes d'or. Quant à la France, évitons de passer en revue tout ce qu'elle a pris ici. Les nations colonisatrices, Etats-Unis compris, ont à réparer le tort commis, infligé à la colonie ou au protectorat de jadis. Les pays appauvris doivent parler le langage de la dignité et demander le respect, non point l'arrogance ou la flatterie.

- Il y a 7 millions d'habitants en Haïti, une population qui augmente très vite. Doit-on en prendre son parti?

Il faut réduire le taux de natalité. En permettant aux gens de vivre, en ouvrant des écoles, en élevant le niveau culturel. Il n'y aura pas de contraception obligatoire.

- Même facultative, la contraception est condamnée par l'Eglise.

Absolument pas. Haïti c'est Haïti. Comment prétendre que les moyens de contraception seraient contraires ici aux principes évangéliques? Je suis prêt à démontrer que c'est absolument faux. A chacun de décider en conscience.

- Il n'y a pas de racisme ici, mais quelque chose qui ressemble au système des castes, une cascade de mépris d'une couche sociale à une autre.

Le phénomène existe. Les sales politiciens - l'expression est volontaire - ont utilisé la différence de couleur pour dresser les noirs contre les mulâtres. Parallèlement, les couches sociales favorisées sont souvent prêtes à défendre leurs avantages contre vents et marées. D'où l'indifférence, pour certains, aux malheurs d'autrui. Pourtant, aujourd'hui, le mouvement *Lavalas* rassemble le peuple et une partie de la bourgeoisie. Le chemin de l'unité, la volonté de reconstruction transcende pour tous ceux-là les intérêts de classe.

- A ceux qui s'embarquent sur des boat-people à destination de la Floride, que diriez-vous, avant qu'ils ne partent?

Je ne ferais pas de discours. Je chercherais à traduire la réflexion en action, en partage. Ensemble, que pouvons-nous faire pour apaiser la faim, pour résoudre les problèmes économiques qui les chassent du pays? Je leur dirais qu'on peut aujourd'hui lutter ici plutôt que mourir en mer, que la terre d'Haïti veut leur donner la place qu'ils méritent.

- Deux Haïtiens sur trois sont des ruraux. Comment aider ou secouer la paysannerie?

Les terres laissées en jachère, l'extrême morcellement des lopins, la propriété détenue en fait par une minorité, tout cela est inacceptable. Les coopératives à construire doivent s'appuyer sur la pratique sociale des paysans et sur la naissance d'un mouvement de type syndical. Ils ont l'habitude - équipes, escouades - des travaux en commun, de la solidarité. Cette pratique doit permettre d'aller plus loin, vers des coopératives d'exploitation et même de première transformation agro-alimentaire. Bien sûr, ces réformes excluent le maintien des métayages de type féodal, où le paysan donnait la moitié de sa récolte au propriétaire.

Mais encore une fois, là comme ailleurs, on ne créera rien de durable sans une lutte contre toute forme de corruption. La loi, les moyens techniques et humains existent. Nous pouvons commencer.

- On ne peut parler d'Etat-providence pour demain, mais des premières mesures de solidarité.

Il faut d'abord assainir. Face à la corruption, il faut d'abord désigner des hommes capables et honnêtes pour gérer les premières distributions. Quelle qu'en soit la forme ou le but, la transparence sous contrôle populaire est indispensable. Dans un pays où le fonctionnaire était perçu comme celui qui rançonnait, quel chemin à parcourir pour parvenir à l'idée de service public! Il faut purifier.

- Tout est priorité ici. Quelles sont les priorités des priorités?

On peut déjà parler de celles qui sont en cours de réalisation. Le peuple a retrouvé sa dignité, sa liberté. Vous pouvez le constater à chaque instant dans la rue, dans la presse. La sécurité a fait de grands progrès. Mais, comme on dit en créole, un sac vide ne tient pas debout. Il y a ici trois sortes d'Haïtiens: une minorité qui mange chaque fois qu'elle a faim; un plus grand nombre qui fait un repas par jour; et tant d'Haïtiens qui mangent une fois... parfois. D'ici deux ans, les premières mesures sociales doivent permettre à tous de manger une fois par jour. Parallèlement, un gigantesque travail d'alphabétisation doit être mis en place. Il faut scolariser tous les enfants. Troisième point: la lutte contre la corruption ne doit connaître aucun répit. A toutes les fonctions, trois critères: compétence, militance, honnêteté.

- Comment définissez-vous votre métier?

Comme un sacerdoce politique. Le pasteur accompagne ses brebis. Les souffrances du peuple sont mes souffrances, nous les avons partagées assez longtemps pour qu'il n'y

ait jamais de distance entre le président et les revendications populaires. Mais je me vois surtout comme un enfant du peuple engagé dans une lutte révolutionnaire pour la légalité. Je pense plus à ce que je dois faire qu'au nouveau chapeau que je porte. Quand les pauvres disent "*Titid, c'est petit moi*", leur affection me touche autant que leur confiance, leur proximité.

(Propos recueillis par Christophe Wargny)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.Latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441